



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

37 | 2014

Accès aux soins et protection sociale : une autre
Europe est-elle possible ?

Politiques de santé en Europe : quelles perspectives pour demain ?

Maria Melchior et Olivier Bernard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/2882>

ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2014

Pagination : 2-3

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Maria Melchior et Olivier Bernard, « Politiques de santé en Europe : quelles perspectives pour demain ? », *Humanitaire* [En ligne], 37 | 2014, mis en ligne le 19 mars 2014, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/2882>

Éditorial

Par Maria Melchior et Olivier Bernard*

Politiques de santé en Europe : quelles perspectives pour demain ?

*No man is an island,
Entire of itself,
Every man is a piece of the continent,
A part of the main,
If a clod be washed away by the sea,
Europe is the less.
As well as if a promontory were.
As well as if a manor of thy friend's
Or of thine own were:
Any man's death diminishes me,
Because I am involved in mankind,
And therefore never send to know for whom the bell tolls;
It tolls for thee.*

*Aucun homme n'est une île,
un tout, complet en soi,
tout homme est un fragment du continent,
une partie de l'ensemble.
Si la mer emporte une motte de terre,
l'Europe en est amoindrie.
Comme si les flots avaient emporté un
promontoire,
le manoir de tes amis ou le tien :
la mort de tout homme me diminue,
parce que j'appartiens au genre humain,
aussi n'envoie jamais demander pour qui
sonne le glas ;
c'est pour toi qu'il sonne.*

John Donne, « No man is an island »,
in *Devotions upon Emergent Occasions*
(1624)

À la différence des politiques économiques des pays membres de l'Union européenne (UE) qui font l'objet d'une concertation entre ces derniers, les politiques sociales et sanitaires relèvent actuellement de la souveraineté de ces mêmes États membres. Les problèmes de santé concernant plusieurs pays européens, comme les épidémies de maladies infectieuses, font exception, mais seulement en matière de surveillance - la prévention, l'accès aux soins et les traitements de pathologies infectieuses sont une prérogative des systèmes de santé nationaux qui ne font pas formellement l'objet d'une réponse coordonnée au sein de l'UE.

Malgré la richesse du continent européen et la volonté affichée par l'UE de mener des politiques de réduction des inégalités sociales entre et au sein des États, enquêtes et expériences de terrain d'acteurs de la société civile révèlent de nombreux manquements à la protection de populations particulièrement vulnérables, notamment en matière d'accès à des droits fondamentaux. Alors que la crise économique en Europe accroît les besoins de politique sociale des populations, on note au contraire des reculs en matière de politique sociale - *de jure* et de fait - dans de nombreux pays : restriction de l'accès à l'assurance maladie et aux soins en Grèce, exclusion du système de soins de personnes étrangères en situation irrégulière en Espagne et possiblement au Royaume-Uni, remise en cause régulière de l'Aide Médicale d'État (AME) accordée aux étrangers en situation irrégulière en France. Les personnes citoyennes de pays hors de l'Union européenne paient le plus lourd tribut

aux politiques d'exclusion actuellement à l'œuvre à travers le continent. Ainsi, en Allemagne, les fonctionnaires sont tenus de dénoncer toute personne en situation irrégulière rencontrée dans le cadre de leur travail, ce qui limite l'accès aux soins des personnes. Néanmoins, on peut aussi noter des avancées récentes, telles que la nouvelle loi suédoise qui offre aux sans-papiers le même accès aux soins de santé qu'aux demandeurs d'asile, ou la Déclaration de Vilnius qui appelle à l'accès universel à la couverture maladie dans toute l'Union européenne. Mais alors que la libre circulation des personnes est un des principes fondateurs de l'UE (comme cela a été rappelé récemment par Bruxelles et les États membres suite au vote des citoyens suisses favorisant la limitation de la libre circulation), les institutions européennes ne semblent pas non plus en capacité d'assurer la protection en matière de santé de tous les citoyens européens vivant dans un pays autre que celui dont ils sont ressortissants. Un Espagnol (ou un Britannique, ou un Roumain) vivant en France sans ressources ne peut prétendre bénéficier de la CMU, à l'égal d'un

étranger en situation irrégulière, alors même qu'il a le droit de résider en France. De même, un Français sans ressources vivant dans un autre pays européen ne peut bénéficier de l'entière protection sociale offerte aux ressortissants de ce pays.

Alors que la construction européenne a débuté il y a plus de 60 ans et que l'Union européenne, dans sa forme actuelle, affiche dix ans d'existence, les échéances électorales de l'année 2014 amènent à s'interroger sur les perspectives d'avenir de l'UE, dont les citoyens pourraient parfois oublier qu'elle est une opportunité de paix et de protection pour les peuples, bien plus qu'une source de contraintes pour la souveraineté nationale. Après la mise en commun de politiques économiques et monétaires - dont l'impact parfois négatif sur les populations est souvent ignoré -, l'idée européenne est à réinventer. Et s'il était temps d'unir les forces et les intelligences du continent pour promouvoir un accès aux soins et à la protection sociale pour l'ensemble des personnes vivant en Europe ? Une Europe plus sociale dans laquelle on considère davantage l'impact des politiques économiques et financières sur la santé des plus vulnérables, une CMU européenne, la protection de services sociaux d'intérêt général accessibles à toutes les personnes vivant dans l'UE - les experts qui s'expriment sur ces sujets dans ce numéro de la revue *Humanitaire* donnent un sens nouveau à l'idée de la solidarité qui pourrait se matérialiser entre Européens.

* Maria Melchior est épidémiologiste à l'Inserm et membre du CA de Médecins du Monde en charge des questions européennes. Olivier Bernard est médecin pédiatre, ancien président de Médecins du Monde.